

République du Congo  
**Partenaires techniques et financiers du secteur de l'éducation**

**ENDOSSEMENT**  
**DE LA STRATEGIE SECTORIELLE DE L'EDUCATION 2015-2025**  
**DE LA REPUBLIQUE DU CONGO**

La préparation de la Stratégie sectorielle de l'Education 2015-2025 de la République du Congo a été un processus long et mobilisateur. Produit premièrement en 2010, le document de stratégie a gagné à être ajusté, conformément aux résultats des évaluations externes effectuées en 2011 et 2015.

Ce processus débouche aujourd'hui sur l'adoption d'une stratégie sectorielle de long terme, adossée sur des prévisions financières précises et destinée à orienter les efforts du gouvernement en faveur du développement accéléré et harmonieux du système éducatif. Le gouvernement propose actuellement la Stratégie sectorielle de l'Education 2015-2025 à l'endossement des partenaires techniques et financiers du secteur. Cet endossement pourra permettre à la République du Congo de rejoindre le Partenariat mondial pour l'Education.

**Examen**

Nous, groupe de partenaires techniques et financiers (PTF), après avoir examiné les documents produits par les autorités sectorielles et avoir fait procéder à leur évaluation externe, considérons que la Stratégie sectorielle de l'Education repose sur un certain nombre d'atouts ayant permis d'asseoir la crédibilité de ce document. Ces atouts sont les suivants :

- 1) *Le sérieux, l'exhaustivité et le caractère participatif du processus de préparation de la SSE.*
- 2) *La minutie de la préparation du cadrage économique et financier, qui a requis la participation technique assidue de la direction générale du budget et a abouti à la réalisation d'un modèle de simulation d'une grande lisibilité et d'une grande précision.*
- 3) *La structuration du dialogue sectoriel autour d'institutions soit créées pour l'occasion, comme le comité technique interministériel, soit revivifiées, comme le groupe local des partenaires de l'éducation et les groupes thématiques. L'existence et l'activité régulière de ces institutions sont déjà un résultat positif à inscrire au crédit de la SSE.*
- 4) *La clarté et la précision des objectifs, associée à la cohérence sans faille entre le document de la SSE et le modèle de simulation. On voit clairement se dessiner des objectifs d'expansion pour la partie basse du système éducatif (préscolaire, éducation de base) ; un double objectif d'expansion et de rénovation pour les formations techniques et professionnelles ; enfin, des objectifs plus qualitatifs et d'adaptation pour la partie haute du système (lycée, enseignement supérieur). Ces objectifs sont en congruence avec la situation actuelle du secteur au Congo, où l'accès à l'éducation de base entre en phase de généralisation, avec ce que cela implique comme réformes dans le cadre du corps enseignant.*

5) *La qualité de l'analyse du secteur, complète et sans complaisance, bien détaillée sur la question des capacités administratives et de gestion.* Certes, le manque et la fragilité des données scolaires doivent être relevés, mais cela n'a pas empêché les autorités sectorielles de dresser un diagnostic utile qui justifie pleinement les orientations stratégiques retenues.

6) *Le financement assuré de la SSE.* Aucun doute ne vient questionner le caractère financièrement soutenable des ambitions affichées. Si la conjoncture pétrolière venait à s'aggraver au-delà des prévisions du scénario le plus pessimiste du modèle de simulation, il resterait deux importantes marges de manœuvre, à savoir (i) les très importantes réserves financières nées des excédents budgétaires accumulés et dont une partie a précisément été épargnée pour faire face aux aléas conjoncturels et (ii) des variables indolores d'ajustements possibles en dépenses.

7) *La solidité de l'analyse des risques et des moyens de les prévenir est intéressante et solide.* La réintroduction de secrétaires généraux dans les ministères sectoriels évoquée dans l'analyse des risques, peut contribuer à mettre l'activité de ces derniers à l'abri des possibles perturbations et changements institutionnels qui pourraient survenir à la faveur d'une période électorale (2016) et post-électorale.

En dépit de ces atouts indéniables, la Stratégie sectorielle de l'Education présente cependant un certain nombre de points de vigilance. Les partenaires techniques et financiers souhaitent favoriser le suivi des progrès concernant quelques points clefs du développement du système éducatif, à l'occasion des revues sectorielles annuelles, et se proposent d'accompagner les efforts du gouvernement sur les points suivants :

*1) La reprise de la production de données sur le système éducatif*

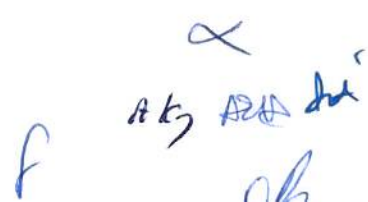
L'interruption de la production et de l'analyse de données descriptives sur le système scolaire s'explique difficilement en République du Congo, pays stable, non affecté par des conflits et dont les ressources sont abondantes. Elle fragilise aussi l'ensemble des prévisions sur lesquelles repose la SSE. La production de données pour l'année scolaire 2014-2015 est encore possible. Les PTF sont disposés à aider les MECEF pour la mobilisation des ressources nationales nécessaires, puis par un appui technique en tant que de besoin.

La reprise la plus rapide possible de cette production fournirait un signal favorable de ce que la SSE repose sur des intentions politiques fermes.

*2) L'accès des services administratifs à un niveau raisonnable de ressources courantes pour leur fonctionnement*

La mise en œuvre de la SSE suppose une mobilisation de l'administration allant bien au-delà de l'accomplissement des tâches routinières, dont certaines ont d'ailleurs été suspendues dans les faits. Cette mobilisation ne sera pas possible sans que l'accès des services à des dépenses minimales de fonctionnement s'améliore.

La pratique consistant à mobiliser d'importants fonds de contrepartie à des projets gérés par les PTF, pour garantir l'activité, n'a pas vocation à suppléer longtemps le fonctionnement normal de l'administration.





Les PTF suivront avec une attention toute particulière le renforcement prévu des capacités des MECEF en gestion budgétaire et financière. Ils sont prêts à accompagner ces ministères, à leur demande, dans ces activités et dans l'amélioration des relations qu'ils entretiennent avec les autorités budgétaires et avec le Trésor.

*3) L'approfondissement de la réflexion sur la réforme de l'éducation*

La SSE envisage l'amélioration massive de l'accès aux collèges par un effort important d'investissement, mais ne fait pas état d'une réflexion sur les implications de cette réforme au niveau des autres sous-secteurs de l'éducation, la refonte des curricula de l'ensemble du cycle de base, le nouveau profil des enseignants, la problématique des TIC et de l'agence de l'assurance qualité, la gestion des multiples collèges de très petites dimensions qui seront nécessaires pour ne pas négliger le monde rural. Les PTF sont disposés à accompagner le gouvernement à travers les institutions concernées dans une réflexion sur ces sujets, qui doit dépasser de beaucoup la seule anticipation des dépenses d'investissement.

*4) La détermination et la description précise des procédés de maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil et de préparation des activités de construction*


Dans leur état actuel, les prévisions de la SSE sur les travaux de génie civil ne sont pas opérationnelles, faute d'une préparation suffisante des procédés de maîtrise d'ouvrage à employer. Le temps restant avant le début de la mise en œuvre de la SSE devrait être mis à profit, sans délai, pour préciser cette question, avec l'appui d'une expertise technique ponctuelle. Parallèlement, les MECEF peuvent démarrer sans attendre l'identification des sites de construction et la sécurisation des terrains, qui devront s'inscrire dans une dynamique de l'élaboration de la carte scolaire.

*5) L'identification de chaînes de responsabilités précises et détaillées pour la mise en œuvre des mesures politiques qui ne se résument pas à des programmes de dépenses ou d'investissement*

La SSE énumère un grand nombre d'activités à entreprendre. Ces activités sont reliées au diagnostic et aux objectifs de façon rationnelle. Certaines sont décrites avec un degré élevé de précision, ou présentent un caractère novateur incontestable.

En revanche, le document ne fait pas état des chaînes de décisions et de responsabilités qui pourront concourir à l'accomplissement de ces tâches. Il ne désigne pas l'entité responsable de leur préparation (rédaction de TDR ou d'actes administratifs), de leur exécution, du suivi des délais et des relances, ni de leur évaluation, ni de leur régulation si la nécessité apparaît, ni du rapportage de la réalisation aux instances de pilotage. Or, des politiques comme l'amélioration de la qualité ou la réforme du cycle de base sont complexes et composites, elles ne se résument pas à des acquisitions matérielles, mais nécessitent des engagements institutionnels qui dépassent de loin les activités routinières des structures administratives.

Il ne peut pas suffire de renvoyer alternativement à l'organigramme des ministères et aux instances chargées du pilotage global de la SSE pour garantir que l'ensemble, du reste très abondant, des activités listées va être exécuté.



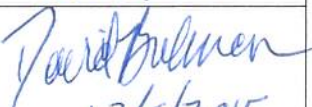

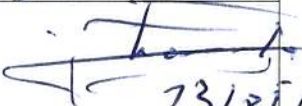
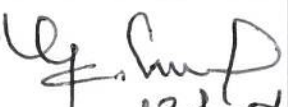

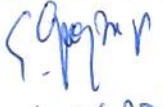


*Handwritten notes and signatures:*  
A large handwritten 'X' or checkmark.  
Below it, the text "A K3 PWD" followed by a signature.  
At the bottom right, another signature.

Le plan triennal d'activités budgétisé, qui a soulevé des questions relevant du processus de l'enseignement avec un focus sur l'émergence d'une agence nationale d'assurance qualité et la question des TIC, a fourni des éléments de réponse à cette préoccupation.

### Endossement

Pour l'ensemble de ces raisons, nous, partenaires techniques et financiers du secteur de l'éducation en République du Congo, décidons d'endosser la Stratégie sectorielle de l'Education 2015-2025.

Agence	Nom, prénom et fonction	Signature et date
Agence française de développement	BOSLE BRUNO Délégué p. i.	 13/05/15
Banque mondiale	ISSA DJIBILLA REPRESENTANT RESIDENT	 13/05/2015
Programme alimentaire mondial	BULMAN, David Représentant	 13/5/2015
UNESCO	JANTANA ABENGO, ANA ENJA REPRESENTANTE	 13.5.2015
UNICEF	ALAYS KAMURAGI Représentant	 13/05/2015
Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (APEEC)	EPOUNTA Christian Grégoire, Président National	 13/05/2015
Forum des Educatrices africaines (FAWE)	Honorine Kaya Coordonnatrice Nationale	 le 13-05-2015
Fédération des travailleurs de la science des sports l'enseignement de l'information et de la culture (FETRASSEIC)	Germain MPANDEU Secrétaire fédéral chargé de l'éducation et la formation	 13/05/2015